



CRISE EN SYRIE : Kofi Annan, peau noire, masques blancs

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 29 mars 2012

[voltaire.net.org](#) 29 mars 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)



Si le bilan de Kofi Annan à l'ONU est une réussite incontestée en matière de management, de gestion et d'efficacité, il est extrêmement critiqué au plan politique. En tant que secrétaire général, il s'est appliqué à adapter l'Organisation au monde unipolaire et à la globalisation de l'hégémonie US. Il a remis en question les fondements idéologiques de l'ONU et l'a privée de sa capacité à prévenir les conflits. Pourtant, il est aujourd'hui chargé de résoudre la crise syrienne.

ancien secrétaire général des Nations Unies et Prix Nobel de la Paix, Kofi Annan, a été désigné comme envoyé spécial conjoint de Ban Ki-moon et de Nabil ElArabi pour négocier une solution pacifique à la crise syrienne. L'homme dispose d'une expérience hors du commun et d'une image de marque très positive, de sorte que cette nomination a été saluée par tous.

Que représente donc ce haut fonctionnaire international ? Qui l'a propulsé aux plus hautes fonctions ; quels furent ses choix politiques, et quels sont ses engagements actuels ? Devant toutes ces questions, la discrétion est de mise, comme si le titre qui fut le sien était un gage de neutralité.

Sélectionné et éduqué par la Fondation Ford et la CIA

Ses anciens collaborateurs louent sa prévenance, son intelligence et sa subtilité.

Personnalité très charismatique, il a laissé une forte empreinte derrière lui car il ne se comporta pas simplement comme le « *secrétaire* » de l'ONU, mais plus encore comme son « *général* », prenant des initiatives qui revivifièrent une organisation enlisée dans la bureaucratie. Tout cela est connu et rabâché. Ses exceptionnelles qualités professionnelles lui ont valu le Prix Nobel de la Paix, bien que cet honneur devrait récompenser en théorie un engagement politique personnel et non une carrière de manager.

Kofi et sa sœur jumelle Efua Atta sont nés, le 8 avril 1938, dans une famille aristocratique de la colonie britannique de la Côte d'or. Son père était le chef tribal des Fantis et le gouverneur élu de la province d'Ashanti. Bien qu'opposé à la domination britannique, il fut un fidèle serviteur de la Couronne. Avec d'autres notables, il participa au premier mouvement de décolonisation, mais considéra avec suspicion et inquiétude l'agitation révolutionnaire de Kwame Nkrumah.

Quoi qu'il en soit, les efforts de Nkrumah aboutirent à l'indépendance du pays sous le nom de Ghana, en 1957. Kofi était alors âgé de 19 ans. Bien que n'ayant pas participé à la révolution, il devint vice-président de la nouvelle association nationale des étudiants. Il fut alors remarqué par un chasseur de tête de la Fondation Ford qui l'intégra dans un programme de « *jeune leader* ». À ce titre, il fut incité à suivre un cours d'été à l'université d'Harvard. Ayant éprouvé son enthousiasme pour les États-Unis, la Fondation Ford lui offrit des études complètes, d'abord en économie au Macalester College dans le Minnesota, puis en relations internationales à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève.

La Fondation Ford, créée par le célèbre industriel Henry Ford, est devenue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale un outil de la politique étrangère officieuse des États-Unis, offrant un habillage respectable aux activités de la CIA [1].

La période des études de Kofi Annan aux outre-Atlantique (1959-1961) correspond aux moments les plus difficiles de la lutte pour les droits civiques des noirs (le début de la campagne de Martin Luther King à Birmingham). Il l'observa comme un prolongement de la décolonisation qu'il avait connu au Ghana, mais n'y participa pas non plus.

Satisfait de ses résultats académiques et de sa réserve politique, ses mentors états-uniens lui ouvrirent les portes de l'Organisation mondiale de la Santé, où il trouva son premier emploi. Après trois ans passés au siège de Genève, il fut engagé à la Commission économique pour l'Afrique, basée à Addis-Abeba. Cependant, ses diplômes étant insuffisants pour lui permettre d'ambitionner une carrière à la direction de l'ONU, il retourna aux États-Unis pour étudier le management au Massachusetts Institute of Technology (MIT) (1971-72). Il tenta un retour dans son pays d'origine comme directeur du Développement touristique, mais se trouva en conflit perpétuel avec le gouvernement militaire du général Acheampong, de sorte qu'il renonça et revint aux Nations Unies en 1976.

Une brillante carrière malgré des échecs tragiques

Il y occupa des fonctions variées, d'abord au sein de l'UNEF II (la force maintien de la paix mise en place pour séparer l'Égypte et Israël à la fin de la Guerre d'octobre 1973), puis comme directeur du personnel de l'Office des réfugiés (UNHCR). C'est à cette époque qu'il rencontra Maître Nane Lagergren qu'il épousa en seconde noces. Cette avocate suédoise est la nièce de Raoul Wallenberg, représentant spécial de la Suède en Hongrie durant la Seconde Guerre mondiale. Wallenberg est célèbre pour avoir sauvé des centaines de juifs persécutés en leur délivrant des passeports de complaisance. Il travaillait aussi pour l'OSS (prédécesseur de la CIA) comme agent de liaison des États-Unis avec la Résistance hongroise. Il disparut à la fin de la guerre ; il aurait été fait prisonnier par les Soviétiques afin de stopper l'influence US dans le pays. Quoi qu'il en soit, l'heureux mariage de Kofi Annan lui ouvrit les portes qu'il ne pouvait franchir, notamment celles des organisations juives.

Le secrétaire général Javier Perez de Cuellar choisit Kofi Annan comme assistant chargé des ressources humaines et responsable de la sécurité du personnel des Nations Unies (1987-90). Lors de l'annexion du Koweït par l'Irak, 900 employés de l'ONU se trouvèrent pris au piège. Kofi Annan réussit à négocier leur sortie avec Saddam Hussein. Il en tira un évident prestige au sein de l'Organisation. Il fut alors successivement chargé du Budget (1990-92), puis —sous le mandat de Boutros Boutros-Ghali— des Opérations de maintien de la paix (1993-96), avec une brève parenthèse comme envoyé spécial pour la Yougoslavie.

Selon le général canadien Romeo Dallaire, commandant des Casques bleus au Rwanda, Kofi Annan n'aurait pas réagi à ses très nombreuses sollicitations et porterait la responsabilité principale dans l'inaction des Nations Unies lors du génocide (800 000 morts, principalement des Tutsis, mais aussi des opposants Hutus) [2].

Un scénario identique se reproduisit en Bosnie où 400 casques bleus furent pris en otages par les forces bosno-serbes. Kofi Annan resta sourd aux appels du général Bernard Janvier et laissa perpétrer de prévisibles massacres.

Fin 1996, les États-Unis s'opposèrent à la reconduction de l'Égyptien francophile Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général. Ils parvinrent à imposer leur candidat : un haut fonctionnaire international issu de l'Organisation elle-même, Kofi Annan. Loin de jouer contre lui, ses échecs au Rwanda et en Bosnie devinrent ses atouts après qu'il les ait candidement confessés et promis de réformer le système pour qu'ils ne se reproduisent pas. Il fut élu sur cette base et prit ses fonctions, le 1er janvier 1997.



Le Centre de conférence de Pocantico

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Immédiatement, Kofi Annan mit en place un séminaire annuel de deux jours à huis clos pour une quinzaine d'ambassadeurs à l'ONU. Cette « retraite » (sic) est généreusement accueillie par le Rockefeller Brothers Fund au Centre de conférence de Pocantico (au Nord de New York). Le secrétaire général y discute avec les représentants des États qui le soutiennent, hors instances de l'ONU, de la réforme de l'Organisation et des relations internationales.

Dans ce contexte, il réaffecta les dépenses de l'ONU en fonction des priorités politiques et réduisit significativement le budget du secrétariat général. Il réorganisa le fonctionnement administratif autour de quatre objectifs (paix et sécurité, développement, affaires économiques et sociales, affaires humanitaires). Il créa un poste de secrétaire général adjoint pour le suppléer et se dota d'un véritable cabinet apte à appliquer rapidement les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

La grande initiative de Kofi Annan fut le *Global Compact*, une mobilisation de la société civile pour un monde meilleur. Sur la base d'un dialogue volontaire, des entreprises, des syndicats et des ONG ont pu débattre et s'engager pour le respect des Droits de l'homme, celui des normes de travail et de l'environnement.

Dans la pratique, le *Global Compact* n'a pas eu les effets attendus sur le terrain. Il a par contre profondément dénaturé l'ONU, en relativisant le pouvoir des États-Nations et en reconnaissant celui de compagnies transnationales et d'associations qui n'ont de « non-gouvernementales » que le titre et sont en sous-main subventionnées par les grandes puissances. En érigeant des lobbies comme partenaires des États-Nations, Kofi Annan a enterré l'esprit de la Charte de San Francisco. Il ne s'agit plus de préserver l'humanité du

fléau de la guerre en reconnaissant l'égalité en droit des États grands et petits, mais d'améliorer la condition humaine en faisant converger des intérêts privés. Le *Global Compact*, c'est le passage d'une logique presque unanimement acceptée selon laquelle le Droit international est au service du Bien commun, à une logique défendue par les seuls Anglo-Saxons pour qui le Bien commun est une chimère, tandis que la Bonne gouvernance consiste à coaliser le plus grand nombre d'intérêts particuliers. En définitive, le *Global Compact* a eu les mêmes effets que les galas de charité aux États-Unis : se donner bonne conscience avec quelques programmes médiatisés pour s'accommoder des injustices structurelles.

En ce sens, les mandats de Kofi Annan (1997-2006) reflètent la réalité de la période historique, celle d'un monde unipolaire voué à la globalisation de l'hégémonie états-unienne, au détriment des États-Nations et des peuples qu'ils représentent.

Cette stratégie emboîte le pas au dispositif mis en place par Washington dans les années 80 avec la National Endowment for Democracy, une agence qui, contrairement à son intitulé, vise à poursuivre l'action subversive de la CIA en truquant les processus démocratiques [3]. La NED subventionne, légalement ou pas, des organisations patronales, des syndicats ouvriers et des associations en tout genre. Tous participent en retour au *Global Compact* et infléchissent ainsi les positions des États-Nations qui n'ont pas les moyens de financer leurs propres lobbies. L'ONU ne se préoccupe plus de la Paix puisque le monde unipolaire a son gendarme, les États-Unis, mais absorbe toutes les formes de protestation pour mieux valider le désordre mondial et la globalisation progressive de l'hégémonie US.

Le discours lénifiant de Kofi Annan a atteint son apogée avec le Sommet du Millénaire. 147 chefs d'États et de gouvernements se sont engagés à éradiquer la pauvreté et à résoudre les principaux problèmes de santé dans le monde, dont le sida, sous quinze ans. Le bonheur universel ne nécessiterait aucune réforme politique, juste que chacun y mette un peu du sien en versant son obole. Que n'y avait-on pensé plus tôt ? Las ! Les Objectifs du Millénaire sont restés des vœux pieux, les injustices se poursuivent et nourrissent toujours la guerre et la misère.

Dans la même veine, lors de son discours devant l'Assemblée générale, le 20 septembre 1999, le secrétaire général exposa ce que l'on nomme la « *doctrine Annan* ». Arguant de sa propre impuissance au Rwanda et en Bosnie, il affirme que, dans ces cas là, les États ont failli à leur devoir de protéger leurs ressortissants. Il en conclut que la souveraineté des États, principe cardinal de la Charte de l'ONU, fait obstacle aux Droits de l'homme. Cette vision sera adoptée sous la dénomination « *Responsabilité de protéger* » par l'Union africaine, puis par l'ONU en 2005, lors du Sommet Mondial chargé du suivi du Sommet du Millénaire. La doctrine Annan est un avatar du devoir d'ingérence invoqué par les Britanniques pour guerroyer contre l'Empire ottoman et remis au goût du jour par Bernard Kouchner. Le concept rénové sera explicitement utilisé la première fois, en 2011, pour légaliser l'opération coloniale en Libye [4].

Par ailleurs, les mandats de Kofi Annan ont été marqués par le programme « Pétrole contre nourriture » qui fut imaginé par le Conseil de sécurité en 1991, mais ne fut effectif que de 1996 à 2003. Il s'agissait au départ de s'assurer que les revenus pétroliers de l'Irak seraient exclusivement utilisés pour satisfaire les besoins des Irakiens et pas pour financer de nouvelles aventures militaires. Cependant, dans le contexte de l'embargo international et sous la supervision personnelle de Kofi Annan, ce programme est devenu un instrument des États-Unis et du Royaume-Uni pour saigner l'Irak tandis qu'ils occupaient la « zone de non-survol » (approximativement l'actuel Kurdistan autonome) jusqu'à ce qu'ils l'attaquent et le détruisent [5]. Durant des années, la population fut sous-alimentée et privée de médicaments. Plusieurs hauts fonctionnaires internationaux qui ont été chargés de ce programme l'ont qualifié de « *crime de guerre* » et ont démissionné après avoir refusé de l'appliquer. Parmi eux, le secrétaire général adjoint Hans von Sponeck et le coordinateur spécial Denis Halliday ont estimé que ce programme a provoqué le génocide d'1,5 million d'Irakiens, dont au moins 500 000 enfants [6].

Il fallut attendre l'invasion et la destruction de l'Irak pour que Kofi Annan se rebelle et dénonce le comportement de ceux qui lui avaient payé ses études, l'avaient propulsé au secrétariat général de l'ONU, et lui avaient décerné le Prix Nobel de la Paix. Il qualifia l'attaque de l'Irak d'illégale et s'inquiéta publiquement de ce que ce précédent réduise à néant le Droit international [7]. Washington répliqua brutalement en lançant une vaste opération d'espionnage à son encontre, à celle des membres de son cabinet, de sa famille et de ses amis. En définitive, Kojo Annan, le fils de Kofi, fut accusé d'avoir détourné des fonds du programme « pétrole contre nourriture » avec la bénédiction de son père. Or, techniquement, c'était impossible à l'insu des États-Unis et du Royaume-Uni. L'accusation ne parvint donc pas à convaincre les États membres de l'ONU et au contraire renforça l'autorité du secrétaire général [8]. Cependant, durant les deux dernières années de ses mandats Kofi Annan fut paralysé et contraint de rentrer dans le rang.

Retour à la case département

Après dix ans de secrétariat général, Kofi Annan poursuivit sa carrière dans des fondations plus ou moins privées.

En décembre 2007, les élections kenyanes dégénèrent. Le président Mwai Kibaki l'aurait emporté sur le candidat financé par Washington, Raila Odinga, prétendu cousin du sénateur Barack Obama. Le scrutin fut contesté par le sénateur John McCain qui appella à la révolution, tandis que des SMS anonymes dressèrent les ethnies les unes contre les autres. En quelques jours les émeutes firent plus de 1 000 morts et 300 000 déplacés. Madeleine Albright proposa la médiation de l'Oslo Center for Peace and Human Rights. Cet institut envoie deux médiateurs : l'ancien Premier ministre norvégien Kjell Magne Bondevik et l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, tous deux administrateurs du Centre.

À l'issue de cette « médiation », le président Kibaki fut contraint de se plier aux volontés US.

Il put se maintenir dans ses fonctions, mais dut d'abord accepter une réforme constitutionnelle qui le prive de ses pouvoirs au profit de son Premier ministre, puis ils dut accepter de prendre Raila Odinga comme Premier ministre. Jouant au vieux sage africain, Kofi Annan contribua à donner un vernis de légalité à un changement de régime imposé par Washington [9].

Kofi Annan exerce aujourd'hui deux responsabilités principales. Il est d'abord le président de l'*Africa Progress Panel*, une organisation mise en place par Tony Blair à l'issue du sommet du G8 de Gleneagles pour médiatiser les actions du Ministère britannique de la Coopération (DFID). Malheureusement les promesses du G8 n'ayant pas plus été tenues que celles du Sommet du Millénaire, l'*Africa Progress Panel* a une activité réduite.

Reste la présidence de l'*Alliance pour une révolution verte en Afrique* (AGRA) qui se propose de résoudre les problèmes alimentaires du continent noir grâce aux biotechnologies. En fait, l'AGRA est un lobby financé par les Fondations Billes Gates et Rockefeller pour diffuser les OGM produits par Monsanto, DuPont, Dow, Syngenta et autres. La plupart des experts indépendants de ces multinationales s'accordent à dire que, au-delà de la question du choc environnemental, l'usage d'OGM non reproductibles rend les paysans dépendants de leurs fournisseurs et instaure une nouvelle forme d'exploitation humaine.

Kofi Annan en Syrie

Que vient donc faire l'ancien haut fonctionnaire international en Syrie ? En premier lieu, sa désignation révèle que le rôle ne pouvait pas être tenu par Ban Ki-moon dont l'image est ternie à la fois par sa soumission aux États-Unis et par des affaires ininterrompues de corruption [10]. Kofi Annan dispose, lui, d'une image positive malgré son bilan.

Deuxièmement, un médiateur n'a de chance de réussir que s'il est choisi par les protagonistes. Ce n'est pas le cas. Il représente le secrétaire général de l'ONU et son homologue de la Ligue arabe. Il défend l'honneur et la réputation de ces institutions sans avoir d'instruction politique précise.

Si la désignation de M. Annan a été approuvée *de facto* par les membres du Conseil de sécurité et par ceux de la Ligue, c'est qu'elle satisfait des attentes contradictoires. Pour les uns, l'envoyé spécial conjoint ne doit pas rechercher la paix, mais habiller une paix qui a déjà été négociée entre grandes puissances afin que chacun garde la tête haute. Pour d'autres, il peut au contraire rejouer le coup kenyan et réussir sans violence supplémentaire un changement de régime.

Au cours des trois dernières semaines, l'action de Kofi Annan a consisté à présenter comme

son propre plan, une version amendée de celui qui avait été élaboré par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov. Ce faisant, il rend ce plan acceptable par Washington et ses alliés. En outre, M. Annan a volontairement introduit une confusion en laissant entendre qu'il avait convaincu le président el-Assad de désigner un de ses vice-présidents, Farouk al-Shara, pour négocier avec l'opposition. Il se serait agi d'une concession syrienne au Conseil de coopération du Golfe. En réalité, le vice-président al-Shara est chargé de ces négociations depuis un an et l'exigence de l'Arabie saoudite et du Qatar est tout autre : que le président el-Assad démissionne parce qu'il est alaouite et que le pouvoir échoit à ce vice-président par ce qu'il est sunnite. Il semble donc que l'envoyé spécial conjoint soit en train d'inventer une porte de sortie pour les États qui ont agressé la Syrie et inventé la fable d'une révolution démocratique réprimée dans le sang.

Cependant, le double langage de Kofi Annan, qui se déclare satisfait de son entretien avec le président el-Assad lorsqu'il est à Damas et déçu lorsqu'il est à Genève, n'a pas levé les questions sur ses intentions réelles.

Thierry Meyssan

NOTES

[1] « [La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA](#) » et « [Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation](#) », par Paul Labarique, Réseau Voltaire, 5 et 19 avril 2004

[2] *Shake Hands with the Devil : The Failure of Humanity in Rwanda*, par Roméo Dallaire, Arrow Books Ltd, 2004. Version française : *J'ai serré la main du diable : La faillite de l'humanité au Rwanda*, Libre expression, 2004.

[3] « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire/Однако, 6 octobre 2010.

[4] « [Résolution 1973](#) », Réseau Voltaire, 17 mars 2011.

[5] « [Annan : Génocide en Irak et Paix en Syrie ?](#) », par Hassan Hamade, Réseau Voltaire/As-Safir, 22 mars 2012.

[6] « [L'implication de l'ONU dans des crimes de guerre, entretien avec le comte Hans-Christof von Sponeck](#) », par Silvia Cattori, Réseau Voltaire, 16 mars 2007.

[7] « [Pour Kofi Annan, le droit international ne garantit plus rien](#) », par Sandro Cruz, *Réseau Voltaire*, 7 juillet 2005.

[8] « [Le harcèlement de Kofi Annan](#) », *Réseau Voltaire*, 13 décembre 2004.

[9] « [Le dessous du prix Nobel de la paix 2009](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 octobre 2009.

[10] « [Lettre ouverte au deshonoré Ban Ki-moon](#) », par Hassan Hamade, *Réseau Voltaire*, 25 janvier 2012.

Thierry Meyssan : Intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie des analyses de politique étrangère dans la presse arabe, latino-américaine et russe. Dernier ouvrage en français : [L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations](#) (éd. JP Bertrand, 2007).

La source originale de cet article est [voltaire.net.org](#)
Copyright © [Thierry Meyssan](#), [voltaire.net.org](#), 2012

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca